

L'impact de la transition écologique sur les métiers de la filière du transport terrestre et de la logistique

Septembre
2014

Observatoire national des emplois
et métiers de l'économie verte

La transition écologique implique pour de nombreux métiers une évolution des activités, des pratiques professionnelles et des compétences mobilisées.

Ces évolutions peuvent avoir pour origine les attentes de la société et des consommateurs, l'émergence de nouveaux modèles économiques (économie de la fonctionnalité par exemple), des exigences réglementaires ou normatives, des développements technologiques ou encore des démarches volontaires de certification environnementale (ISO 14001 par exemple) ou en lien avec la responsabilité sociétale d'entreprise (RSE).

Les enjeux pour la filière du transport terrestre et la logistique

Les activités de transport, entreposage et stockage sont fortement soumises aux exigences de coût, rapidité, flexibilité et fiabilité. À ces critères s'ajoutent désormais celui de la gestion de l'impact environnemental et le respect des obligations réglementaires associées. Le transport de marchandises (poids lourds et véhicules utilitaires) représente environ 42% des émissions de CO₂ dues au transport routier en 2012. Les émissions du transport routier de marchandises en ville ont été estimées au quart des émissions de CO₂ liées à la mobilité urbaine.

Le poste carburant représente 30% des coûts d'une entreprise de transport. La réduction de la dépendance vis-à-vis de cette énergie volatile est un autre enjeu qui conforte la recherche de solutions à impact environnemental moindre.

L'impact global d'une refonte en profondeur de la chaîne logistique pourrait entraîner une baisse des émissions de CO₂ allant jusqu'à 25%, sans compter des économies d'énergie pouvant être obtenues sur les infrastructures (bâtiments performants sur le plan énergétique, véhicules économes en énergie...).

Pourquoi les métiers ont-ils besoin d'évoluer ?

Les changements des pratiques professionnelles sont d'ores et déjà repérés : éco-conduite permettant de réduire jusqu'à 15% la consommation de carburant, optimisation des trajets et des ressources, optimisation des solutions de transport, taux de chargement des véhicules, nouvelle organisation de travail (intégration des chaînes

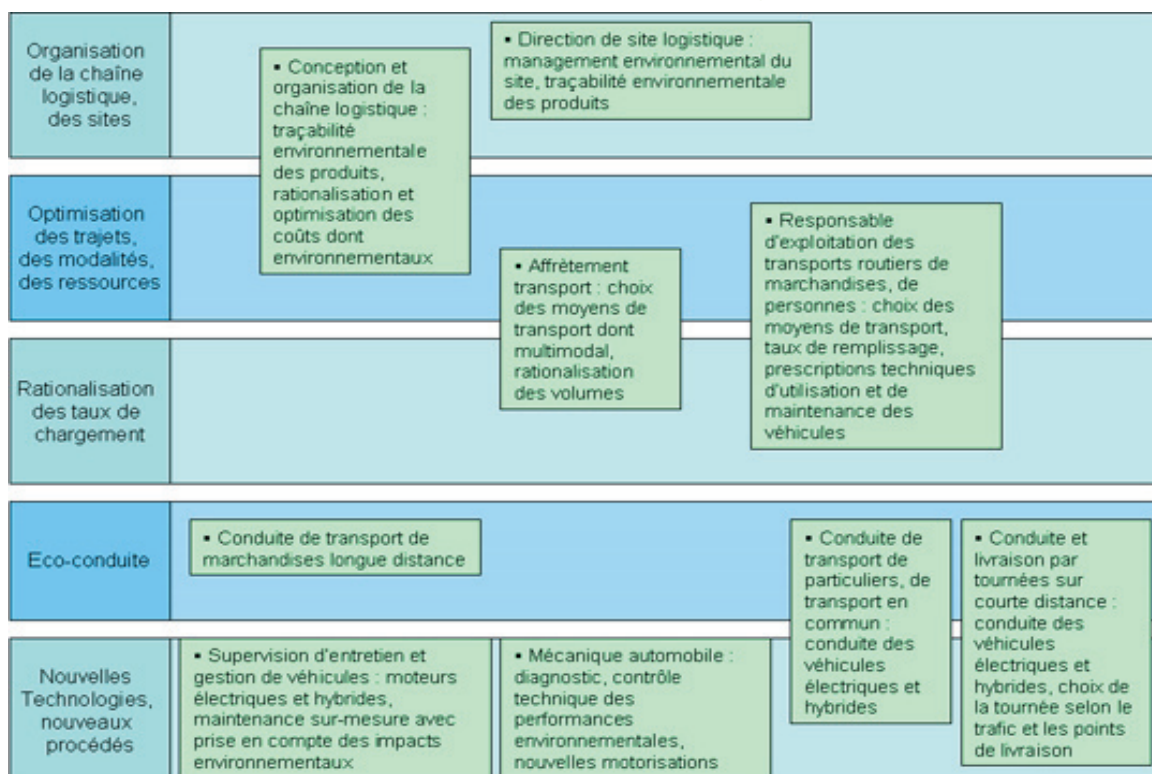
La prise en compte des exigences environnementales dans l'attestation obligatoire pour exercer le métier de conducteur routier, marchandises et voyageurs

Une carte de qualification officielle est remise aux conducteurs de transports routiers de marchandises (véhicules de plus de 3,5 t) ou de voyageurs (+8 places assises passagers), dans les secteurs public et privé. Elle est obligatoire et prouve qu'ils ont respecté les obligations de formation initiale minimale obligatoire (FIMO) ou de formation continue obligatoire (FCO).

Elle est délivrée à l'issue des formations qualifiantes : Titre professionnel de conducteur routier, CAP de conduite routière, Bac pro conducteur routier, FIMO. Les conducteurs routiers qui en sont titulaires doivent la renouveler tous les 5 ans *via* la FCO.

Pour répondre aux objectifs de sécurité et d'économies de carburant, ces formations FIMO-FCO dispensent des connaissances et savoir-faire sur la conduite rationnelle. (Textes de référence : directive 2003/59/CE du Parlement européen et les décrets n° 2007-1340 et n° 2010-931).

Les métiers verdissants du transport terrestre et de la logistique et leurs évolutions



en amont pour la prise en compte des impacts environnementaux), management environnemental des sites, utilisation de nouvelles technologies (moteurs hybrides et électriques). D'autres restent encore à confirmer. Ainsi la part modale du non routier (ferroviaire et fluvial) dans le transport de marchandises s'élevait en 2012 à 12,5%. La mutualisation entre chargeurs reste encore embryonnaire.

Une fonction qui participe à la prise en compte de l'impact environnemental au sein de l'entreprise : le moniteur d'entreprise

Le moniteur d'entreprise permet de conforter les acquis de l'éco-conduite dans le cadre de la FCO qu'il dispense en interne. Il peut être aussi un conducteur routier et doit consacrer *a minima* la moitié de son activité à la formation des autres conducteurs. Il les accompagne au quotidien et les aide à mettre en application leur éco-conduite. A partir des caractéristiques techniques des matériels, il participe également à l'information sur leur meilleur usage opérationnel. Le moniteur d'entreprise est expressément formé pour obtenir un agrément FCO.

Méthodologie : quelle démarche pour appréhender les métiers de l'économie verte ?

L'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (Onemev) constitue, depuis sa mise en place en 2010, un outil d'observation et de mesure de l'emploi lié à une économie verte. Deux approches ont été développées à cet effet, dont l'une vise à quantifier le nombre de personnes occupant un poste à finalité environnementale (métier vert) ou dont le contenu évolue pour intégrer les enjeux environnementaux (métier verdissant).

Un métier vert est un « *métier dont la finalité et les compétences mises en œuvre contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement* ». Un métier verdissant est un « *métier dont la finalité n'est pas environnementale, mais qui intègre de nouvelles « briques de compétence » pour prendre en compte de façon significative et quantifiable la dimension environnementale dans le geste métier* ». Métiers verts et métiers verdissants constituent les métiers de l'économie verte.

Quelques grandes « stratégies » de mise en œuvre de l'économie verte

En France...

- Plan national de mobilisation pour les emplois et les métiers dans l'économie verte : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pourquoi-un-plan-national-de.html>
- Ambition Ecotech : 87 actions pour les filières industrielles vertes : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Ambition-Ecotech-un-nouveau-cap,26042.html>
- Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020 (SNTEDD) : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-strategie-nationale-de-la.html>

En Europe et à l'international...

- Europe 2020 : http://ec.europa.eu/europe2020/index_fr.htm
- Programme des Nations unies pour l'environnement, « Green economy initiative » : <http://www.unep.org/greeneconomy>
- Travaux de l'OCDE sur la croissance verte : <http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/travauxdelocdesurlacroissanceverte.htm>

Qu'est-ce que l'économie verte ?

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, l'économie verte se définit comme :

« *une économie qui engendre une amélioration du bien-être humain et de la justice sociale, tout en réduisant sensiblement les risques environnementaux et les pénuries écologiques. Sur le plan pratique, on peut considérer que, dans une économie verte, la croissance des recettes et la création d'emplois proviennent des investissements publics et privés qui conduisent à une amélioration des ressources, à une réduction des émissions de carbone, des déchets et de la pollution, et à la prévention de la perte de biodiversité et de la dégradation des écosystèmes. Ces investissements sont à leur tour soutenus par la hausse de la demande en faveur de produits et services respectueux de l'environnement, par l'innovation technologique et, très souvent, par les mesures fiscales et sectorielles correctives adoptées pour garantir que les prix reflètent correctement les coûts environnementaux* ».

Sur la base de ces définitions et du référentiel Rome géré par Pôle emploi, l'Onemev a identifié les métiers de l'économie verte. Il s'agit de l'étape préalable à la quantification de l'emploi. Depuis novembre 2011, 11 codes Rome définissent les métiers verts, 47 les métiers verdissants.

Pour rapprocher la liste des métiers de l'économie verte des réalités « de terrain », l'Onemev a organisé une série de consultations avec les représentants des branches professionnelles par filière : bâtiment, transports routiers terrestres, logistique, hôtellerie, animation, loisir, agriculture, sylviculture, paysage, automobile, déchets et recyclage, eau et assainissement, énergie, systèmes éco-électriques, systèmes d'information et télécommunications, travaux publics, chimie, ingénierie-conseil. De ces échanges découlent les éléments présentés dans les fiches PDF thématiques. Celle-ci est dédiée aux métiers du transport terrestre et de la logistique.

Ont contribué à la réalisation de cette fiche : Défi métiers, Pôle emploi, le Seeidd et le SOeS (CGDD).

Pour en savoir plus

Sites internet

- Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-observatoire-national-des,18551.html>
- Pôle emploi, les fiches métiers liés à l'économie verte : <http://www.pole-emploi.fr/candidat/les-metiers-et-les-offres-d-emplois-@/index.jsp?id=42907>

Bibliographie

- CGDD-SOeS, 2014. Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte - Le marché de l'emploi de l'économie verte, août 2014, 84 p. (coll. *Études&documents*, n°110).

- Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, 2014. Rapport d'activité 2013, 28 p. + annexes.

